



Lettre n° 288 du 21 mai 2023

Au sommaire :

- « **L'attractivité** » pour les investisseurs, c'est la perspective de profit par l'exploitation du travail ! Pas de dialogue possible ! - *Yvan Lemaitre*
- A propos de la fête de Lutte Ouvrière, des révolutionnaires, du mouvement, de ses suites, et si c'était la fête tous les jours... - *Bruno Bajou*

« **L'attractivité** » pour les investisseurs, c'est la perspective de profit par l'exploitation du travail ! Pas de dialogue possible !

Lundi dernier lors de son interview au 20 heures de Tf1, jurant ses grands dieux qu'il ignorait le mépris, Macron a étalé avec suffisance et arrogance son... mépris des travailleurs et des classes populaires, le mépris de classe doublé de celui d'un parvenu. Au moment même de sa diffusion, il dînait en joyeuse compagnie de quelque 200 patrons de multinationales dont le milliardaire Elon Musk dans l'indécence des fastes du château de Versailles bunkérisé pour l'occasion comme célébrant sa victoire sur le peuple. Une nouvelle agression complément de sa politique d'apaisement policier, une provocation tellement ridicule qu'elle tourne à la farce !

Il nous a d'abord appelés au soutien à la participation militaire de la France à la guerre en Ukraine dans laquelle le peuple ukrainien est enrôlé, au prix d'immenses sacrifices et souffrances, dans le camp de l'Otan sous la houlette des USA contre la Russie de Poutine ainsi que l'illustre le G7 qui s'est tenu ce week-end à Hiroshima en présence de Zelensky invité pour faire le job pour ses commanditaires. Puis, Macron a fait l'éloge de sa « constance ». C'est la seule chose que nous pouvons lui reconnaître sa constance, il faudrait dire son zèle, à servir ses commanditaires, les patrons, les multinationales, la finance et les riches, le CAC 40 qui affichent des profits mirobolants, cette « *France qui gagne* » !

Cette soirée indécente et provocatrice était le point d'orgue de la séquence qui l'a conduit de Dunkerque à Versailles où il vantait les capacités de la France, « *son attractivité* », pour les capitalistes. Si, depuis des mois, Macron étale son mépris des travailleurs en imposant sa réforme des retraites ou en laissant l'inflation rogner le pouvoir d'achat au point que 16 % de la population ne seraient plus, aujourd'hui, en mesure de s'alimenter à leur faim selon un rapport du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), c'est bien pour le compte de ces investisseurs, des capi-

talistes auxquels il offre de nouveaux champs de profit en se vantant d'une réindustrialisation, d'une industrie verte illusoire qui sont l'occasion de nouvelles subventions au capital.

C'est le but de sa politique et ce sont les travailleurs, les classes populaires dont les vies sont sacrifiées sur l'autel du profit, de la concurrence pour que prospère la bourgeoisie.

Les profits explosent et ruinent la société

Le même jour, lundi dernier, l'ONG Observatoire des Multinationales publiait son rapport annuel. « *Si les profits du CAC 40 se maintiennent en 2022 à un niveau légèrement inférieur à ceux de 2021, il n'en va pas de même pour les dividendes qui continuent leur augmentation inexorable d'année en année, pour atteindre 67,5 milliards sur les résultats 2022 – contre 57,5 milliards l'année précédente* », résume l'ONG. Les deux tiers des profits des entreprises ont été redistribués aux actionnaires.

Les rachats d'actions, autre forme de gratification des actionnaires visant à soutenir les cours en Bourse, se sont aussi « *maintenus à un niveau record* », 25 milliards d'euros, contre 26 milliards l'année précédente.

Le rapport souligne que parmi « *les plus généreux avec leurs actionnaires, on retrouve sensiblement la même liste d'entreprises que pour les « superprofits », soit TotalEnergies (10 milliards de dividendes et 7 milliards de rachats d'actions), LVMH (6 milliards de dividendes, et 1,6 de rachats) ou encore Axa (4 milliards de dividendes et 2,3 de rachats).* » « *Les grands gagnants de cette course à la gratification des actionnaires sont Bernard Arnault, qui doit toucher via sa holding familiale près de 3 milliards d'euros de dividendes de LVMH, et BlackRock, présent au capital d'au moins une trentaine de groupes du CAC 40, et qui doit empocher la coquette somme de 2,8 milliards d'euros* ».

Ces « superprofits » ne sont « *pas forcément une bonne nouvelle ni pour l'économie ni pour la société française en général* », derrière les profits les licenciements continuent. Globalement, « *le CAC 40 affiche 16 000 emplois en moins dans l'Hexagone depuis 2019, alors que ses profits annuels ont augmenté de 74 % et ses versements aux actionnaires de 61 % sur la même période* ».

La condamnation d'une politique entièrement vouée aux intérêts capitalistes qui aggrave la dette, entretient la stagnation économique, l'inflation et prépare une nouvelle crise financière, cette politique que Macron a célébrée à Versailles.

Le dialogue social pour « continuer les réformes » contre le monde du travail

« *Tous ceux qui voudraient que les choses s'arrêtent se trompent parce que le monde accélère et nous devons continuer de réformer* », martèle Macron empressé de consolider ce qu'il croit être sa victoire du 49.3 pour poursuivre son offensive au service des actionnaires, travailler plus pour produire plus de dividendes... Pour faire face à la concurrence, il faut « *aller beaucoup plus fort* ». Et il faut être aveugle ou complice pour croire ou laisser croire que l'invitation de Borne à Matignon aux cinq confédérations syndicales dites représentatives (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC) aurait pu avoir un autre objectif que de les associer à cette politique antisociale moyennant quelques éventuelles concessions minimales.

L'issue en a été sans surprise, rien si ce n'est que Borne peut se flatter d'avoir relancé le dialogue... Les directions syndicales se vantent d'avoir un rapport de force favorable alors que leur politique contribue à le dégrader. Elles aussi veulent garder la main et que tout revienne à la « normale », la routine des discussions sans fin et sans autre résultat que de laisser patronat et gouvernement faire leur politique en négociant à la marge.

Comment se prêter à ce jeu, alors que le pouvoir se refuse à imposer des hausses de salaires, à indexer les salaires sur l'inflation laissant les mains libres au patronat pour maintenir ou accroître ses profits. Comment être aveugles et dupes face à un pouvoir qui provoque, annonce sans ambiguïté ses objectifs, réprime et agresse les militant·e·s.

Alors que les travailleur·e·s de Vertbaudet sont en grève depuis 2 mois pour les salaires, mardi 16 mai dans la soirée, Mohamed, délégué syndical CGT a été embarqué dans une voiture par plusieurs hommes. Frappé, gazé, volé puis relâché en pleine nature, il a explicitement été pris à parti pour ses activités syndicales. La veille, deux militants proches de la CGT avaient été mis en garde à vue après que la police ait attaqué le piquet de grève. Le pouvoir et les médias aux ordres si prompts à dénoncer les violences sont silencieux, solidaires et complices de la violence de sa police contre les grévistes et des nervis du patronat.

Ils disent défendre la démocratie et le dialogue pour mieux masquer leur politique au service de la minorité qui tient les rênes de l'économie.

Les directions syndicales ainsi que la gauche parlementaire dénoncent tout en se prêtant à la mascarade.

Les uns et les autres se raccrochent maintenant à la proposition de loi du groupe Libertés, indépendants, outremer et territoires (LIOT) qui vise à abroger la réforme et devrait être soumise au vote le 8 juin à l'Assemblée. Un leurre parlementaire puisque même si une majorité de députés vote ce texte, il n'a aucune chance de franchir l'obstacle du Sénat, dominé par une droite favorable au report à 64 ans.

Quoi qu'il se passe au Parlement, le combat continue

Cependant le gouvernement s'inquiète et panique. Le vote de ce projet de loi serait, quoi qu'il en soit, un camouflet mettant en lumière sa faiblesse au moment où Macron s'échine à la masquer en saturant l'espace médiatique. « *Il est assez irresponsable de la part d'un groupe parlementaire de laisser croire qu'on peut présenter une proposition de loi qui supprime 18 milliards de ressources et que cette proposition de loi pourrait prospérer* », s'indigne la Première ministre en invoquant une nouvelle argutie constitutionnelle, l'article 40. Cette dernière permet de déclarer irrecevable toute proposition qui aurait « *pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique* ». Son usage et ses modalités d'application ne semblent pas faire unanimité dans le camp présidentiel dont certains craignent que cette rouerie parlementaire ne les ridiculise encore plus. Le choix entre le camouflet et la baffe !

Pour Sophie Binet, il serait « *gravissime que les députés soient encore une fois empêchés de voter sur cette réforme* ». L'intersyndicale est unanime et appelle à une journée de mobilisation le 6. Oui, ce serait une nouvelle provocation du pouvoir dans son acharnement à faire marcher le pays à son pas pour servir les patrons et les riches, mais la réponse n'est pas à l'Assemblée mais bien sur les lieux de travail, les quartiers, la rue, elle dépend de notre capacité à mobiliser le 6 et pour cela et surtout à discuter d'une politique qui rompt avec le dialogue social et les illusions parlementaires, à nous en donner les moyens.

Pour le retrait, pour les salaires, non à l'économie de guerre, non à l'union nationale !

Poursuivre la mobilisation, c'est aussi l'élargir à la question de la lutte contre l'inflation, pour l'indexation des salaires sur la hausse des prix, c'est refuser de se rallier à l'économie de guerre dont Macron se fait le champion, là encore pour servir les intérêts non seulement de Thalès, Dassault and co mais de l'ensemble du patronat et des investisseurs.

À l'Assemblée nationale, le débat sur la loi de programmation militaire (LPM) vient de commencer. Elle prévoit 413 milliards d'euros sur six ans, 40 % de plus que la précédente. À quoi s'ajouteront les dépenses

d'armement pour l'Ukraine, hors LPM et sans limite fixée ! La gauche y participe et s'y associe sans réserve.

C'est l'Union sacrée pour la guerre et ce que Macron appelle l'« économie de guerre » un thème objet d'un véritable tabou, une ligne jaune que personne n'ose ou ne veut franchir dans la gauche syndicale et parlementaire respectueuse de la politique de défense nationale même quand elle se confond avec une guerre où le peuple ukrainien sert de justification et d'armée pour le compte des USA et de l'Otan.

Il est pourtant évident que dans cette guerre l'État français ne cherche qu'à consolider ou défendre les positions de la bourgeoisie dans la concurrence mondiale. Le flot d'argent déversé en priorité pour l'armement participe de

la misère à laquelle sont condamnés l'école publique, les hôpitaux, les services publics, le logement social.

La lutte pour nos droits, pour le retrait et les salaires n'est pas conciliable avec la moindre solidarité avec l'État et le gouvernement, la défense de leurs intérêts nationaux. Elle ne peut rester prisonnière de la politique de l'intersyndicale afin de mettre en œuvre une politique d'indépendance de classe. Il sera difficile d'inverser le cours du mouvement au soir du 6 juin, mais il nous appartient à toutes et tous de nous impliquer dans ce sens, d'en discuter dans nos organisations syndicales et au sein du mouvement, de nous engager, de prendre notre place dans l'organisation démocratique par en bas de notre lutte, la seule façon de préparer la suite.

Yvan Lemaitre

A propos de la fête de Lutte Ouvrière, des révolutionnaires, du mouvement, de ses suites, et si c'était la fête tous les jours...

« Comme chaque année, la Fête est l'occasion de rassembler tous ceux qui veulent dénoncer ce système capitaliste qui mène la planète à sa ruine, tous ceux qui veulent réaffirmer que l'humanité mérite d'être débarrassée de l'exploitation, de la misère et des guerres. » écrivent nos camarades de Lutte Ouvrière en préambule du très riche programme des débats politiques qui auront lieu lors de leur fête annuelle les 27, 28 et 29 mai à Presles. Alors que depuis 4 mois le mouvement des retraites a contribué à transformer les consciences de milliers de militant.es et ouvert une profonde crise politique, la fête de LO est, de fait, le seul cadre où l'ensemble des courants révolutionnaires vont pouvoir se retrouver, débattre des enjeux de ce mouvement inédit, de ses forces et de ses faiblesses ainsi que de bien d'autres thèmes dont la guerre en Ukraine...

Rassembler tous ceux qui veulent changer le monde... un vaste et enthousiasmant programme pour la fête de LO et surtout après, pour permettre, à travers l'indispensable débat entre les révolutionnaires et avec toute cette nouvelle génération militante qui a émergé de la lutte, d'avancer dans la construction d'un parti qui se propose de contribuer à débarrasser la société de l'exploitation.

La liste des débats proposés par les camarades de Lutte ouvrière comme par les différentes organisations invitées permet de voir toute l'étendue des questions et des problèmes dont nous devrions nous emparer et discuter ensemble à la fête... et bien au-delà.

Ainsi sur le mouvement et ses enjeux, les camarades de Lutte Ouvrière soulignent la nécessaire indépendance face au piège du cadre institutionnel : « *Parlement, constitution, référendums : la gauche désarme les travailleurs* » ; Révolution Permanente défend son initiative pour dépasser les limites de l'intersyndicale : « *Réseau pour la grève générale : construire une alternative à la politique de l'intersyndicale* » ; notre NPA insiste sur les

responsabilités des révolutionnaires face à la profondeur du mouvement : « *Les révolutionnaires face à un mouvement social et politique inédit* » ; les camarades de Socialisme ou barbarie le resitue dans son contexte international « *Le mouvement des retraites et les luttes anticapitalistes dans le monde* »...

Lutte ouvrière dont nous partageons pour l'essentiel la position, donne avec raison une place importante à la discussion sur la guerre en Ukraine, la replace dans le contexte général d'exacerbation de la concurrence, des rivalités entre grandes puissances et des menaces de guerre mondialisée qui caractérisent la nouvelle période de crise globale du capitalisme : « *Ukraine : terrain d'entraînement pour une guerre généralisée* » ; « *Guerre en Ukraine : révélateur des contradictions qui déchirent le monde* ». Et à juste titre les camarades du POID (Parti ouvrier indépendant démocratique) soulignent la nécessité de garder un raisonnement de classe, « *Guerre en Ukraine, menace contre la Chine : à bas l'union sacrée !* », alors que bien des confusions traversent le mouvement révolutionnaire sous la pression de la propagande officielle.

Autant de points de débats qui mériteraient une discussion, des clarifications entre nous, non pour nous opposer les uns aux autres dans une logique d'auto affirmation mais pour confronter les idées, en sortant des schémas préconçus, sans idéalisation du mouvement ou de nos propres forces et actions... débattre pour appréhender ensemble une situation inédite, en discuter les potentialités, définir une politique à discuter avec les militants du mouvement, pour que s'affirme une perspective indépendante du cadre institutionnel, une réponse de classe face à un capitalisme en faillite et aux logiques militaristes et bellicistes qu'il génère.

Et il est une question centrale, une préoccupation que toutes et tous nous partageons, comment surmonter

le lourd héritage de divisions, de scissions, d'exclusions qui jalonnent l'histoire du mouvement trotskyste pour répondre aux besoins du mouvement ouvrier révolutionnaire, travailler à l'émergence d'un parti des travailleurs, faire face à une situation, une nouvelle époque qui ouvrent de nouvelles perspectives révolutionnaires ? Nous n'avons ni les moyens ni les possibilités de formuler la réponse à cette question mais il nous semble important de la poser, d'y apporter notre contribution.

Aider la fraction militante du mouvement à prendre conscience d'elle-même... l'embryon du parti

L'enjeu est bien de discuter de quelle politique l'ensemble du mouvement révolutionnaire, à l'échelle de ses forces, doit mener en direction des réseaux militants qui se sont construits dans le mouvement, pour les aider à s'emparer des questions politiques, à prendre confiance en eux et conscience d'eux-mêmes.

Face à un mouvement d'une telle profondeur, les révolutionnaires doivent se penser comme un des catalyseurs de ces évolutions de conscience, pour aider les militants de la lutte à tirer jusqu'au bout les leçons de cette première étape. Car c'est la conscience de la nécessité de s'affranchir du cadre institutionnel politique ou syndical, qui peut créer les conditions pour qu'émerge du mouvement lui-même l'embryon d'un nouveau parti. Un parti du monde du travail, capable de développer une politique de classe en toute indépendance de la gauche parlementaire comme des confédérations syndicales ; un parti pour contrôler nos luttes aujourd'hui et pour que demain l'ensemble de la marche de la société soit pris en main par ceux qui la font fonctionner par leur travail.

Ce futur parti des travailleurs ne se construira pas par en haut, comme l'aboutissement d'une géniale stratégie, comme le résultat de la seule activité d'une fraction révolutionnaire que sa ligne juste imposerait comme un pôle de regroupement, ni même d'ailleurs d'un simple regroupement de différentes fractions.

Le parti de l'émancipation se construira à travers un processus large, ouvert, démocratique cadre de la confrontation des différentes politiques comme de la mise en commun des expériences et des moyens militants, des compétences, un melting-pot révolutionnaire. Il se construira à la base dans le cadre d'un mouvement réel, vivant, à travers les relations démocratiques que les différents courants révolutionnaires auront réussi à construire avec ses militants, pour discuter et définir ensemble ses orientations politiques comme sa direction.

Apprendre du mouvement pour dépasser les divisions

Le courant révolutionnaire dans sa diversité est riche de tout un capital politique et militant, celui du mouvement ouvrier, du marxisme révolutionnaire, du mouvement trotskiste. Mais ce capital n'est pas un héritage à protéger contre les autres courants, comme le catalogue des meil-

leurs mots d'ordre, ramenés à des formules toutes faites, valables en tout temps, en tout lieu, grâce auquel il serait possible de constituer la future direction des luttes, par en haut, celle que le mouvement finira par reconnaître.

Il nous faut au contraire faire vivre ce capital au cœur des masses en lutte, le confronter à la réalité du mouvement, et surtout rompre avec la prétention d'être capable de lui imposer une direction préformée qui aurait par avance la bonne politique, la ligne juste... indépendamment des problèmes concrets qui se posent à nous comme à l'ensemble des militants de la lutte.

Le mouvement révolutionnaire, de par son capital politique, a un rôle primordial à jouer car il est le seul à pouvoir formuler une politique indépendante des institutions comme des appareils politiques et syndicaux qui ne craignent pas les conséquences de l'inévitable affrontement direct avec le gouvernement. Mais cette politique est à construire à la base, à travers des rapports démocratiques avec la fraction la plus militante du mouvement, en s'appuyant sur l'expérience concrète tant politique que sociale qu'elle est en train de vivre, des problèmes qu'elle se pose.

En tant que militants politiques du mouvement, nous pouvons l'aider à s'approprier l'enjeu de la bataille en cours, en inscrivant le mouvement actuel dans toute l'évolution sociale et politique du capitalisme mondialisé en faillite, en le pensant comme une manifestation de cette nouvelle période qui entraîne des ruptures de plus en plus profondes d'une partie du monde du travail et de la jeunesse avec ce système, ses institutions au service de l'offensive menée par les classes dominantes.

La crise ouverte n'est pas près de se refermer, elle connaîtra bien d'autres étapes, d'autres développements que nous ignorons mais il s'agit bien d'une bataille politique globale contre la politique des classes dominantes et des Etats à leur service, dont l'objectif final ne peut qu'être la contestation de la domination des classes possédantes, la remise en cause de la propriété capitaliste au nom de laquelle elles s'approprient le travail de l'immense majorité.

Face à ces enjeux qui donnent, aux yeux d'une fraction du monde du travail et de la jeunesse, toute son actualité à la perspective révolutionnaire, les organisations d'extrême gauche restent paralysées, dominées par des rapports sectaires, où les débats tactiques servent à s'affirmer, à se délimiter et alimentent aussi un sectarisme à l'égard du mouvement lui-même jugé en fonction de ce qu'il devrait être, de ce qui lui manquerait par rapport à de prétendus modèles historiques souvent eux-mêmes mythifiés.

Construire des rapports démocratiques avec le mouvement implique de faire notre propre révolution pour surmonter un morcellement de l'extrême gauche hérité de la période précédente. Ce n'est ni une question de morale, ni de volontarisme, mais un problème politique qui implique de débattre à partir de ce capital commun qui devrait nous réunir, pour répondre aux enjeux de la période

marquée par la crise globale du capitalisme, l'effondrement des vieux partis issus des périodes précédentes de l'histoire de mouvement ouvrier, mais aussi par la montée de la colère et de la révolte dans le monde du travail, de la jeunesse, des femmes.

L'unité des révolutionnaires, s'imposer par le rapport de force ou construire ensemble sur la base de ce qui nous unit

Trop souvent la question de l'unité entre les organisations révolutionnaires n'est envisagée que comme une tactique pour créer le cadre d'une confrontation à travers lequel chaque courant espère prouver la justesse de sa ligne contre les autres, pour finalement l'imposer sur la base d'un rapport de force. Loin de renforcer le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, une telle conception de l'unité n'a fait qu'accentuer son morcellement au fil des fusions, scissions et exclusions dont notre histoire est malheureusement trop riche.

Et cela n'a fait aussi que renforcer le caractère sectaire de nos relations qui se combine d'un sectarisme vis à vis du mouvement réel qui ne correspond jamais aux modèles des uns ou des autres et déçoit leurs espérances. Ce sectarisme a pour conséquence les difficultés collectives des révolutionnaires à formuler une politique pour l'ensemble du mouvement social et non une politique particulière pour se distinguer des autres courants au risque d'être proclamatoire par rapport à la réalité, aux besoins réels du mouvement. C'est ce que Marx décrivait en 1868 à propos de la difficulté des organisations socialistes à franchir une étape, pour passer d'un mouvement de secte à un mouvement de classe.... « *La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a de commun au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa recette particulière qui l'en distingue.* » écrivait-il [1].

La difficulté reste entière, même si la situation, la période est différente. Le mouvement révolutionnaire est morcelé, dominé par des questions tactiques, bien relatives à l'égard des enjeux du moment mais qui prennent une importance énorme dans nos relations du fait de cette volonté d'auto affirmation face aux autres courants. Cela crée de fait un écran entre tous les courants révolutionnaires et la réalité sociale et politique, les empêchant d'apparaître ensemble comme une force politique porteuse d'une perspective d'avenir cohérente parce que répondant aux besoins du mouvement réel.

Faire notre révolution passe par abandonner les grilles de lecture du passé qui conduisent à chercher le bon mot d'ordre, la solution écrite par avance et discuter de comment avec nos faibles forces nous pouvons intervenir et agir dans le mouvement, comment nous pouvons contribuer à faire évoluer le niveau de conscience, et à travers cela dépasser des divisions dont l'importance devrait nous apparaître comme bien relative par rapport à la nécessité d'apporter des réponses à toute une nouvelle génération, de travailleurs, de jeunes qui ne sont pas comptables des débats du passé.

Nous sommes surtout faibles de notre morcellement, de notre difficulté à nous appuyer sur ce qui nous unit, au-delà des désaccords tactiques, pour agir ensemble du point de vue des intérêts généraux du mouvement. Et cela jusqu'à la caricature d'organisations révolutionnaires qui appellent les travailleurs à la nécessaire unité, comme autant de bons conseillers, tout en restant incapables de la réaliser pour elles-mêmes.

Échapper à ce piège dans lequel le mouvement révolutionnaire lui-même s'est enfermé est une question politique qui passe par la prise en compte de la nouvelle période du capitalisme financiarisé mondialisé et des nouvelles perspectives qu'elle ouvre pour le mouvement ouvrier, des besoins qu'elle suscite, du renouveau de la lutte des classes qui, nécessairement, connaît des développements inédits.

Le mouvement actuel en est l'illustration. Répondre aux besoins de sa fraction qui cherche une perspective pour continuer, avec le dynamisme et le cadre démocratique qui se sont déjà construits dans les collectifs, les AG, les interpros, nécessite une refondation unitaire et démocratique du courant révolutionnaire. Il en est aussi le creuset qui peut nous permettre de confronter nos appréciations, de les discuter publiquement et démocratiquement au sein même du mouvement afin de formuler une politique indépendante de tout cadre institutionnel.

Indépendamment de la compréhension que les uns et les autres peuvent avoir des origines de nos faiblesses, il serait erroné d'en rendre responsables les conditions objectives ou les travailleurs eux-mêmes, le recul politique, sans nous interroger sur les voies et les moyens de les dépasser collectivement. Erroné de ne pas explorer les possibilités qui se présentent aujourd'hui de surmonter ces faiblesses alors que le mouvement lui-même a su se donner les moyens de créer des cadres d'actions, de discussion, de coordination à la base, locaux. Les révolutionnaires qui tous se font les champions de la convergence et de l'auto-organisation craindraient-ils de se coordonner à la base, en lien avec la fraction la plus avancée du mouvement pour, ensemble et collectivement, contribuer à la construction d'un parti du monde du travail, instrument aujourd'hui de ses luttes pour leur donner une politique indépendante de la gauche syndicale ou parlementaire embourbée dans le cadre institutionnel, instrument de la conquête de la démocratie, des moyens de décider et contrôler, du pouvoir pour et par les travailleurs eux-mêmes ?

C'est pourtant une voie incontournable, un vaste chantier qui, de fait, s'invite dans tous nos débats au regard des bouleversements en cours engendrés par la déroute du capitalisme financiarisé mondialisé et du renouveau de la lutte de classe internationale.

Bruno Bajou

[1]1868 - Karl Marx, Lettre à J.-B. von Schweitzer - <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1868/10/km18681013.htm>